

Unité interdépartementale des deux Savoie  
3 rue Paul Guiton  
74000 Annecy

Annecy, le 7 octobre 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/07/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CARRIERES ROUDIL S.A.**

49 route de la Foire  
74650 Chavanod

Références : 20240716-RAP-InspectionRoudildesingy-vs  
Code AIOT : 0006101771

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/07/2024 dans l'établissement CARRIERES ROUDIL S.A. implanté PLANAZ ET CHAMP CHAR 74270 Desingy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CARRIERES ROUDIL S.A.
- PLANAZ ET CHAMP CHAR 74270 Desingy
- Code AIOT : 0006101771
- Régime : Autorisation

La Société ROUDIL a été autorisée à poursuivre l'exploitation de la carrière alluvionnaire sur les communes de Desingy et Frangy par arrêté préfectoral du 14 mai 2019 pour une durée de 15 ans. A la date de l'arrêté, le gisement a été estimé à 1 400 000 tonnes.

Le rythme d'extraction autorisé est de 140 000 tonnes/an en moyenne et de 200 000 t/an au maximum. Le remblayage total autorisé pour la remise en état du site est de 3 900 000 tonnes.

Il n'y a pas d'installation de traitement sur le site.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Modification des conditions d'exploiter - Réutilisation eaux pluviales	AP de Mise en Demeure du 05/07/2023, article 1	Levée de mise en demeure
2	Gestion des eaux pluviales - secteur Sud	AP Complémentaire du 22/11/2023, article 2	Sans objet
3	Gestion des eaux pluviales - secteur Sud	AP Complémentaire du 22/11/2023, article 3	Sans objet
4	Gestion des eaux pluviales - impact ruisseau de Planaz	AP Complémentaire du 22/11/2023, article 4	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les prescriptions de l'arrêté de mise en demeure du 05/07/2023 concernant la modification de prélèvement des eaux sont respectées : l'exploitant a transmis les éléments permettant de se prononcer sur le caractère substantiel de la modification.

Les conditions de prélèvement des eaux pluviales et souterraines, ainsi que la gestion des eaux pluviales sur la carrière feront l'objet de prescriptions complémentaires proposées à monsieur le Préfet.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Modification des conditions d'exploiter - Réutilisation eaux pluviales

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 05/07/2023, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réutilisation eaux pluviales
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'ensemble des éléments permettant à l'inspection de se prononcer devra être joint à cette demande, et a minima : <ul style="list-style-type: none"><li>• la justification des éventuels impacts et/ou nuisances liés à la modification des conditions d'exploitation ;</li><li>• la formalisation des conditions de forage et d'abandon des puits et l'analyse des impacts ou nuisances éventuellement induits ;</li><li>• la localisation des forages sur un plan et le volume total prélevé sur chaque forage ;</li><li>• le volume journalier d'eau prélevée ;</li><li>• recensement des postes consommant de l'eau : aspersion (stocks + pistes), nettoyage des routes, etc. ;</li><li>• consommation de ces postes ;</li><li>• mise en place d'un contrôle et maintenance des compteurs ;</li><li>• les actions mises en places en période de sécheresse en fonction des seuils d'alerte ;</li><li>• la justification du respect des prescriptions générales des rubriques applicables aux prélèvements soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement.</li></ul>
<b>Constats :</b>  La carrière est autorisée par arrêté préfectoral du 14 mai 2019 à prélever de l'eau dans le puits implanté à l'extérieur du site au niveau du pont sur les Usses. Il capte la nappe d'accompagnement de la rivière des Usses. Le prélèvement est limité à un volume de 12 m <sup>3</sup> /jour avec un débit instantané de 1,4 l/s.  Du fait des niveaux d'eau souvent trop faibles de ces dernières années, ce puits n'est plus utilisé par l'exploitant. Le secteur des Usses est concerné par une zone de répartition des eaux (ZRE) par l'arrêté départemental du 11/12/2013. Le puits a été localisé le jour de l'inspection. Le pompage peut se faire avec une citerne mobile. L'exploitant souhaitant le conserver, il s'assurera du maintien de sa protection et de son état de fonctionnement.  L'exploitant a déposé un dossier de modification (rapport Geoenvironnement -octobre 2023) afin de répondre aux prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 1 <sup>er</sup> décembre 2023. Il porte à la connaissance de monsieur le préfet également les éléments d'analyse du caractère substantiel des prélèvements des eaux superficielles de la carrière pour les besoins en eau de la carrière.  L'exploitant utilise un bassin permettant de collecter à la fois les eaux de ruissellement du carreau

et des eaux de circulation dans les niveaux sableux superficiels de la formation des moraines caillouteuses. Ce bassin a une surface d'environ 650 m<sup>2</sup> pour une profondeur d'environ 4 m. La côte moyenne du bassin est de 371 m NGF. Pour le pompage des eaux, l'exploitant a mis en place une buse en béton afin de créer un puisard.

Lors de l'inspection les relevés du compteur fait à chaque prélèvement indiquait une consommation de 264 m<sup>3</sup> entre le 4 mai et le 15 juillet.

La carrière est une formation de moraines caillouteuses, constituées de cailloutis, graviers et sables hétérogènes avec des niveaux molassiques argileux. Cette formation repose sur des molasses qui permettent de retenir les eaux pluviales qui s'infiltrent.

Le niveau d'eau superficielle présent au droit de la carrière ne peut pas être considéré comme une nappe du fait de la situation topographique de la carrière sur une butte, de la faible extension de la retenue d'eau et de son caractère plus au moins continu.

L'eau est utilisée pour l'arrosage des pistes en période sèche pour limiter l'envol de poussière.

L'exploitant estime le besoin en eau à 600 m<sup>3</sup> en moyenne sur la base de la consommation de l'année 2023.

L'ouvrage de prélèvement relève de la déclaration au titre de la rubrique 1.1.1.0 (sondage, forage,...) de la nomenclature loi sur l'eau (L214-1).

Il ne relève pas de la rubrique 1.1.2.0 (< 10 000 m<sup>3</sup>/an) pour les prélèvements ni de la rubrique 1.3.1.0 (prélèvement total en ZRE inférieur à 1 000 m<sup>3</sup>/an).

Tout prélèvement inférieur 1 000 m<sup>3</sup>/an, qu'il soit effectué à des fins domestiques ou non, n'est pas concerné par les dispositions de l'arrêté ZRE.

L'exploitant devra tenir un registre des relevés de consommation d'eau afin de démontrer que sa consommation globale (puits des Usses et prélèvement puisards de la carrière) reste inférieure à 1 000 m<sup>3</sup>/an.

Dans son dossier l'exploitant n'explicite pas les mesures prises en cas de sécheresse. Il s'est déclaré auprès de la DREAL comme relevant de l'exemption du cas n°1 (prélèvement dans le milieu inférieur à 1 000 m<sup>3</sup>/an) concernant le point n°9 du tableau des usages de l'eau relevant de l'arrêté cadre sécheresse n°DDT-2024-0474 du 7 mai 2024.

Les éléments transmis répondent aux points soulevés dans l'arrêté de mise en demeure et permettent de juger conformément à l'article R. 181-46 du code de l'environnement que les modifications apportées pour le prélèvement d'eau ne sont pas substantielles compte-tenu du faible prélèvement et de l'utilisation moindre de la nappe d'accompagnement des Usses. Des prescriptions complémentaires viendront encadrer le nouveau mode de prélèvement mis en place par l'exploitant.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

## N° 2 : Gestion des eaux pluviales - secteur Sud

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 22/11/2023, article 2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Gestion des eaux pluviales - secteur Sud

**Prescription contrôlée :**

En application du L. 512-20 du code de l'environnement, l'exploitant transmettra sous 1 mois :

- la justification de la mise en place un système de gestion des eaux pluviales sur le secteur 1 pour éviter tout écoulement des eaux pluviales vers l'extérieur du site ;
- une analyse hydrologique comprenant a minima :
  - la justification de la bonne gestion des eaux pluviales pour ne pas créer de désordres

<ul style="list-style-type: none"> <li>pendant la phase des travaux de remblaiement du secteur 1 ;</li> <li>le dimensionnement des moyens à mettre en place.</li> </ul> <p>Les moyens et les travaux préconisés par cette étude devront être réalisés sous 3 mois.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les prescriptions complémentaires du 22/11/2023 ont été prises suite à l'incident du 30 octobre 2023 au cours duquel les eaux pluviales se sont déversées à l'extérieur de la carrière.</p> <p>L'exploitant a apporté les éléments de réponses suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>une solution temporaire</li> </ul> <p>Le merlon retenant les eaux pluviales a été reconstitué et dans les premiers temps une pompe a été mise en place pour gérer les eaux qui pouvaient s'accumuler dans la dépression des terrains et les renvoyer vers le centre de la carrière pour infiltration. L'exploitant s'est organisé pour garantir le fonctionnement de la pompe (suivi et astreinte).</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>une solution pérenne</li> </ul> <p>Le remblai routier de la voie communale des Iles a été « ouvert » pour assurer l'écoulement gravitaire des eaux pluviales de la zone Sud vers la partie Nord de la carrière et des bassins de rétention / infiltration.</p> <p>Les moyens mis en œuvre ont permis de gérer les eaux pluviales malgré les pluies fréquentes de l'hiver 2023/2024.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 3 : Gestion des eaux pluviales - secteur Sud

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 22/11/2023, article 3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des eaux pluviales - remise en état secteur Sud</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sous 6 mois, l'exploitant transmet l'analyse géotechnique et hydrogéologique concernant la validation des conditions de remblaiement et de remise en état du secteur 1 afin de s'assurer de la pérennité de la stabilité des différents talus Sud et de la bonne gestion des eaux pluviales. La reprise des activités de la zone impactée est subornée à la justification par l'exploitant de l'achèvement de l'ensemble des moyens et travaux préconisés par les différentes études.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courrier du 28 juin 2024, l'exploitant a transmis les études hydrologiques (Hydretudes - rapport du 28 juin 2024) et géotechnique (SAGE - rapport du 26/06/2024) pour la gestion des eaux pluviales de la zone Sud de la carrière et les conditions de remblaiement.</p> <p>Hydretude préconise un ouvrage de rétention pour collecter les eaux du versant Sud. Les terrains en place sous les terrains exploités sont peu favorables à l'infiltration, et les matériaux utilisés pour le remblaiement seront également moins perméables que les matériaux alluvionnaires exploités. Il est donc nécessaire de gérer les eaux pluviales de cette zone Sud qui représente une surface de 3,45 hectares. Le reste de la carrière fera l'objet également d'une étude pour la remise en état finale et la gestion des eaux pluviales.</p> <p>Pour la zone Sud le bureau d'étude propose de créer en limite de site :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>sur la partie Sud-Ouest, un fossé drainant collectant les eaux pluviales vers un regard puis le ruisseau de Planaz (qui se jette lui-même dans les Usses). Une tranchée drainante sera aménagée en fond de ce fossé ;</li> <li>sur la partie Sud-Est, un bassin de rétention dont la surverse et le fond drainant se rejette</li> </ul>

<p>via des regards (dont un de régulation et décantation) dans le ruisseau de Planaz. Ce fossé nécessitera un terrassement en déblais.</p> <p>Le bureau d'étude propose d'utiliser un regard déjà existant appartenant au Conseil Départemental gérant la RD310. L'exploitant devra obtenir l'accord du gestionnaire, sinon un autre regard devra être réalisé.</p> <p>L'étude géotechnique réalisée par SAGE ingénierie analyse la stabilité du projet de remblaiement de la zone et de l'aménagement des fossés.</p> <p>Le remblaiement de la zone sera réalisé depuis l'Est vers l'Ouest en direction de l'ouverture provisoire réalisée dans les remblais pour l'évacuation gravitaire des eaux pluviales. Le remblaiement définitif prévoit des talus d'une pente de 25 %.</p> <p>Le géotechnicien préconise des sondages complémentaires avant le démarrage des travaux de terrassement du bassin pour valider les dispositions d'exécution.</p> <p>Il est également préconisé un suivi ( mission type G4) afin de contrôler les terrassements des ouvrages (fossés et bassins) et la réalisation de la tranchée drainante sous le fossé (validation de la profondeur).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Le remblaiement de la zone peut être réalisé en respectant les recommandations des bureaux d'études en particulier, avec un suivi de leur bonne réalisation.</p> <p>L'exploitant transmettra l'avis du conseil départemental pour le raccordement final ou proposera la création d'un nouveau regard.</p> <p>La gestion des eaux pluviales sur l'ensemble de la carrière devra être justifiée et des analyses devront être réalisées pour s'assurer que l'exploitant ne rejette pas de limons dans les fossés et les ruisseaux.</p> <p>Des prescriptions complémentaires seront proposées à M. le Préfet afin d'encadrer les conditions de remises en état.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Gestion des eaux pluviales - impact ruisseau de Planaz

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 22/11/2023, article 4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des eaux pluviales - impact ruisseau de Planaz</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sous 6 mois, l'exploitant transmettra une évaluation des impacts liés aux rejets de matières en suspension dans le ruisseau de Planaz. Il comparera a minima l'état de l'amont et l'aval du point de rejet en terme de matière en suspension dans les eaux et de dépôts de matière. Il proposera les mesures de remédiation nécessaires.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le rapport Hydretudes du 28 juin 2024 rend compte d'une inspection du lit du cours d'eau en décembre 2023 réalisé par Hydretude. En aval du rejet accidentel du 30 octobre 2023, il n'a pas été observé de zone de sédimentation anormalement sableuse ou limoneuse ni de colmatage du fond du lit du Nant de Planaz en aval du rejet accidentel entre le pont de la RD310 et les Grandes Usse.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>